

Ajournement d'été

Une voix: Ils se croient à Disney World.

M. Breau: J'ai les copies de quelques télégrammes. J'en ai un de M. Stewart Cooke, directeur du district 6 des Métallurgistes unis d'Amérique, en Ontario, qui déclare:

Au nom des 100,000 membres de la section ontarienne des Métallurgistes unis d'Amérique, je voudrais me joindre au directeur du district no3, M. Len Stevens, pour exhorter le gouvernement à procéder à la mise en chantier du gazoduc de la Foothills.

J'ai devant moi trois autres télégrammes de chefs de syndicats canadiens.

M. Baker (Nepean-Carleton): Qui sont-ils?

M. Breau: J'en ai reçu un de M. Norm Rousseau, au nom de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale, le syndicat n° 103.

Une voix: Lisez-le à haute voix.

M. Breau: J'en ai un autre de M. Len Stevens.

M. Rae: Lisez-le tout haut.

Une voix: Lisez-les tous à haute voix.

M. Breau: Dois-je comprendre que les députés du Nouveau parti démocratique ne savent pas lire? Veulent-ils vraiment que je leur relise le télégramme? Voici le télégramme de M. Rousseau, de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale?

Notre syndicat est fortement préoccupé par la possibilité que soit retardé la mise en chantier du premier tronçon du gazoduc de la Foothills. Stratford a besoin des emplois qui seront créés pour construire les compresseurs et les turbines.

M. Chénier: Qu'en pensez-vous?

M. Breau: Le NPD n'est pas d'accord.

Une voix: Qu'en dites-vous, Bob?

Une voix: Lisez-les tous.

M. Breau: Voici le télégramme de M. Len Stevens, directeur du district n° 3 des Métallurgistes unis d'Amérique:

Le district n° 3 des Métallurgistes unis d'Amérique, représentant plus de 30,000 sidérurgistes canadiens dans les quatre provinces de l'Ouest et les deux territoires, vous prie d'approuver la construction de la partie ouest du tronçon canadien du gazoduc de l'Alaska. Tout nouveau retard dans la mise en chantier ne fera qu'accroître les problèmes de la récession actuelle, entraînant inutilement un chômage plus élevé.

Une voix: Écoutez-bien, Bob.

M. Breau: Le gouvernement a reçu télégramme après télégramme de la part des syndicats et de l'industrie...

Une voix: Lisez le reste.

M. Breau: ... nous exhortant à approuver la mise en chantier du premier tronçon canadien.

Une voix: Vous n'en êtes pas convaincu, de toute façon.

M. Breau: Le NPD semble être mieux renseigné sur la situation. Il donne l'impression de mieux s'y connaître que les chefs syndicalistes et les travailleurs du pays. Généralement, quand le NPD a ce genre de prétentions, il faut l'en excuser car ces députés ne connaissent ni les rouages de l'économie ni ceux de l'industrie.

Une voix: Les connaissez-vous?

M. Breau: Toutefois, quand le NPD laisse entendre que les chefs syndicalistes du pays ne savent pas de quoi ils parlent, j'estime, vraiment, qu'il exagère.

[Français]

Monsieur le président, le nouveau parti démocratique, ne comprend pas. C'est qu'il y a eu un délai dans la réalisation du projet d'un pipe-line pour transporter du gaz naturel de l'Alaska au États-Unis à travers le Canada. Il y a eu un délai dans la conception originale de ce projet pour certaines raisons qui sont complètement hors du contrôle du gouvernement canadien et de la compagnie canadienne qui est responsable de la construction à l'intérieur du Canada.

Et le fait est, monsieur le président, que si le gouvernement n'avait pas été de l'avant avec l'approbation de cette section de ce pipe-line, qu'on appelle le *pre-build*, le fait est que ces délais auraient voulu dire que la compagnie Foothills Yukon aurait été dans l'impossibilité, étant donné les circonstances actuelles, de rencontrer les exigences pour établir le financement de la ligne à l'intérieur du Canada, à moins que le gouvernement canadien approuve cette construction-là. Du moment que l'Agence canadienne de l'énergie eut dit qu'il y avait un surplus de gaz naturel au Canada, l'exportation de ce gaz naturel représentait plus d'argent pour les producteurs albertains qui sont maintenant dans une certaine situation, puisqu'il existe du gaz qu'on appelle *shut-in* qui est *capped*, ce gaz-là ne peut être exporté, alors que cette décision-ci permet l'exportation de plus de gaz naturel, mais elle permet aussi à la société Foothills Pipeline de tirer des revenus et de payer non seulement pour le *pre-build* maintenant, mais pour toute la section du pipe-line qui sera construite sur le territoire canadien. Et sans cette décision à ce moment-ci, monsieur le président, on courait le risque que ce projet, au moins pour ce qui est de la section canadienne, ne puisse peut-être jamais se faire, mais les néo-démocrates étaient prêts à courir ce risque.

Monsieur le président, le surplus de gaz naturel canadien, tel qu'indiqué pas par n'importe qui, pas simplement par des députés libéraux, pas simplement par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), par l'Office national de l'énergie, qui a fait une étude compétente, par cette autorité compétente sur les questions énergétiques au Canada, était maintenant au Canada d'environ 4.5 trillions de pieds cubes.

Les néo-démocrates disent qu'on est en train de vendre l'avenir du Canada. Quels sont les faits, monsieur le président? J'ai vérifié quel surplus de gaz naturel le Canada avait et voici les chiffres obtenus de l'Office national de l'énergie. L'engagement d'exportation à cause du *pre-build*, c'est-à-dire ce que nous avons autorisé la semaine dernière, ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources nous a annoncé la semaine dernière, représentera de 1980 à 1987 2.3 trillions de pieds cubes de gaz naturel. Présentement, jusqu'à 1980, tous les engagements d'exportation permise de gaz naturel au Canada représentent 14.5 trillions de pieds cubes. Remarquons qu'on ne parle simplement ici que de 2.3 trillions, mais la somme, jusqu'à 1980, est de 14.5 trillions de pieds cubes.